

2 Politique

Activités présidentielles

Louise Mushikiwabo échange avec Ali Bongo Ondimba

O.N.
Libreville/Gabon

DANS le cadre de sa tournée relative à sa campagne pour le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a été reçue, hier au palais de la présidence de la République, par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. L'échange entre les deux personnalités a eu

lieu en présence du chef de la diplomatie gabonaise, le ministre d'Etat Régis Immongault Tatangani. Candidate à l'élection à la tête de l'OIF, Mme Mushikiwabo est venue, au nom de son pays, solliciter le soutien du Gabon lors du scrutin qui aura lieu les 11 et 12 octobre prochains. Cette candidature a déjà reçu le soutien officiel de la France, lors de la visite officielle en France du président Paul Kagame, en mai dernier. "S'il y a une candidature africaine au poste de secrétaire général de la Franco-

phonie, elle aurait beaucoup de sens. Si elle était africaine et féminine, elle aurait encore plus de sens. Et donc, je crois qu'à ce titre la ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo, a toutes les compétences pour exercer cette fonction (...). Je crois qu'avoir une candidature africaine est une très bonne nouvelle et, à ce titre, je la soutiendrai", avait déclaré Emmanuel Macron, en mai dernier, à l'issue de sa rencontre avec son homologue rwandais, à l'Elysée. Notons par ailleurs que Li-



Photo : Presse présidentielle.

Une phase de l'audience.

breville et Kigali entretiennent d'excellentes relations, que les présidents Ali Bongo Ondimba et Paul Kagamé entendent hisser au plus haut niveau.

Au lendemain de la 1^{ère} phase de l'opération de mise sous bons de caisse des agents publics

Les secrétaires généraux au fait de leurs responsabilités



Photo : SM

Le ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegu présidant la rencontre avec...



Photo : SM

...l'ensembles des secrétaires généraux des ministères.

SM
Libreville/Gabon

LE ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegu, a tenu, lundi dernier à son cabinet, une

réunion à caractère urgent, avec l'ensemble des secrétaires généraux des ministères. Histoire de faire, non seulement le point de la première phase de l'opération de mise sous bons de caisse des agents publics en poste dans la province de l'Estuaire, mais égale-

ment pour établir les responsabilités de certains de ces responsables d'administration, dans les résultats de ladite opération que le gouvernement considère aujourd'hui comme insatisfaisants. Il en ressort que certaines mesures annoncées par le

ministre en charge de la Fonction publique lors de sa récente conférence de presse, seront effectives dès ce mercredi 1^{er} août. Entre autres, celle relative au pointage quotidien des agents de l'Etat. Une décision tout à fait légale, selon le ministre de la Fonction

publique. Reste que là aussi, plusieurs questions demeurent en suspens. À savoir, par exemple, qui des agents publics, cette fois-ci, devront être concernés par ledit système de pointage, quand on sait que l'opération de mise sous bons de

caisse n'aura concerné au final que 42 120 agents ? Dans tous les cas, si l'on en croit le membre du gouvernement, ces secrétaires généraux sont désormais au fait de la méthodologie qui devra prévaloir tout au long de l'application de ce système de pointage.

Tribune des partis politiques

Nouvelle sortie de piste !

"**PLUS** question de voter pour Satan !". Cette invite sur fond de provocation, est du secrétaire général exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy Christian Mavioga. L'ancien porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence s'adressait ainsi aux militants et sympathisants de son parti politique et aux curieux venus l'écouter lors de son meeting, le week-end dernier, à Port-Gentil, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Maritime. L'homme, tout de rouge vêtu (un symbole ?), évoquait à cette occasion les élections législatives à venir, qu'il souhaite d'ailleurs voir coupler avec les locales prévues cette année. Et Mavioga de poursuivre : "Il n'est plus question de voter Satan lors de ces élections qui pointent à l'horizon (...). Le pays est envahi par les ténèbres et l'heure a sonné pour que chaque compatriote

contribue à apporter la lumière". A première vue, d'aucuns pourraient se demander à qui fait allusion celui qui, jusque dans un passé récent, portait la voix du camp politique qui soutient la politique du président de la République, Ali Bongo Ondimba. D'ailleurs, il n'a pas manqué, au cours de sa sortie du week-end, de lever toute ambiguïté que pourrait susciter ses propos, compte tenu de son appartenance à la famille politique du numéro un gabonais. Il estime qu'un "véritable lieutenant doit fidélité et vérité à son chef". C'est à comprendre que peu importe, si cette vérité, parce que mal exprimée, crée plus de problèmes au chef qu'autre chose... Du coup l'on imagine que dans l'entendement de Guy Christian Mavioga, "Satan" ici est le Parti démocratique gabonais (PDG). Surtout qu'on sait que tous les députés sortants de la capitale écono-

mique sont issus des rangs de cette formation politique créée par feu Omar Bongo Ondimba. Vu sous cet angle, on est tenté de croire que le leader du BDC n'a toujours pas tiré toutes les leçons de ses précédentes attaques contre le parti au pouvoir, encore moins les enseignements de la riposte de cet allié considéré comme locomotive de la galaxie présidentielle. On se souvient de ce qu'en octobre 2017, piqué par quelle mouche on ne sait, et faisant montre d'une audace jusque-là insoupçonnée, Guy Christian Mavioga avait accusé le PDG d'être à l'origine de tous les maux du Gabon. Le traitant même, par un jeu de maux on ne peut plus éloquent de "Premier danger du Gabon", en abrégé "PDG". Cette sortie lui avait valu la perte de son poste de porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Et sur le

plan administratif, la fonction de président du Conseil d'administration (PCA) de la CAISTAB. Le PDG, par la voix de Mme Clémence Mezui, à l'époque porte-parole dudit parti, avait estimé que "Guy Christian Mavioga crache dans la main qui le nourrit...". Le week-end dernier donc, l'ancien PCA de la juteuse CAISTAB, a décidé de revenir à la charge. En allant plus loin d'ailleurs dans les épithètes. Désormais il ne s'agit plus de "démon", mais plutôt de "satan"... Nombreux ont qualifié cette déclaration d'une "nouvelle sortie de piste" de celui qui jusqu'à présent clame toujours sa fidélité et son soutien au président Ali Bongo Ondimba, en même temps "distingué camarade président" du PDG qu'il voue, par contre, aux gémonies. Fait curieux, depuis sa sortie du week-end dernier, le PDG qui dispose de plusieurs porte-paroles

n'a toujours pas réagi. Mais en fait, que peut-il faire aujourd'hui contre cet allié qui n'a plus aucune responsabilité au sein de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, encore moins dans l'administration ? Certains estiment que c'est ce qui donne le zèle au secrétaire général exécutif du BDC. D'autres y voient la volonté de s'enfoncer davantage au point de ne plus rien espérer du camp politique dont il se réclame encore. A ces derniers, il faudra répondre que la politique étant l'art du possible, il faut se préserver de toute conclusion hâtive. Qui, au soir de l'élection d'Ali Bongo Ondimba à la présidence de la République en 2009, avait imaginé que Guy Christian Mavioga pouvait être, pendant tout un mandat (7 ans) et plus, porte-parole de la Majorité qui soutient le chef de l'Etat ?